-Arrêt civil-

1 / 12 / 1999

A

Audience publique du premier décembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf.

Numéro 22513 du rôle.

Composition:

Irène FOLSCHEID, premier conseiller, président;
Monique BETZ, premier conseiller;
Marie-Anne STEFFEN, conseiller;
Nico EDON, avocat général;
Pascale BIRDEN, greffier assumé.

Entre:

1. P.) , entrepreneur, et
2. S.) , sans état,

les deux demeurant à (...)

appelants aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Jean-Lou THILL de Luxembourg en date du 9 juillet 1998,

comparant par Maître Felix LAPLUME, avocat à la Cour à Luxembourg,

et:

la BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, établie et ayant son siège social à L-2954 Luxembourg, 1, Place de Metz, représentée par son comité directeur actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit THILL,

comparant par Maître Yvette HAMILIUS, avocat à la Cour à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL:

Par exploit d'huissier du 29 juin 1994 la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat a fait comparaître P.) et S.) devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg aux fins de voir condamner P.) aux montants suivants:

- la somme de 482.298.- francs à titre de solde du compte courant portant le no 101.) ,
- la somme de 126.920.- francs à titre d'indemnité forfaitaire relative au contrat de crédit-bail no 102.) ,
- la somme de 233.007.- francs à titre de remboursement du crédit consenti par la BCEE à " 5001.) s.à r.l." au compte no 103.) .

La demanderesse a d'autre part requis la condamnation solidaire de P.) et de S.) au paiement de la somme de 3.799.644.- francs à titre de remboursement d'un prêt leur accordé au compte no 104.) .

Par jugement rendu le 29 mai 1998 sur opposition relevé par P.) et S.) contre un jugement rendu le 18 octobre 1996 par défaut faute de conclure à leur encontre, le tribunal a reçu cette opposition en la forme, a déclaré la demande de la BCEE recevable, a donné acte à la BCEE de ce qu'elle renonce à sa demande en paiement de la somme de 126.920.- francs, a condamné P.) à payer à la demanderesse les montants de 482.498.- et 233.007.- francs, a condamné P.) et S.) solidairement à payer à la BCEE la somme de 3.799.644.- francs en déboutant la BCEE de sa demande en dommages et intérêts pour procédure abusive et vexatoire.

Par exploit d'huissier du 9 juillet 1998 P.) et S.) ont régulièrement relevé appel de ce jugement, qui ne leur avait pas été signifié, en reprochant au jugement entrepris de ne pas avoir fait droit à ses conclusions de première instance.

L'intimée, après avoir conclu à la confirmation du jugement, a, par conclusions du 21 septembre 1999, demandé acte que le solde du compte no 101.) -7 s'élève actuellement à 935.696.- francs, celui du compte no 103.) à 410.192.- francs et qu'elle réclame ces montants à P.) avec les intérêts légaux à partir du 20 septembre 1999 jusqu'à solde. La BCEE a, d'autre part, demandé acte que le solde du compte no 104.) -43 s'élève actuellement à 2.349.811.- francs, montant dont condamnation solidaire est demandée à l'encontre de P.) et S.) , les intérêts légaux étant eux aussi demandés à partir du 20 septembre 1999 jusqu'à solde.

C'est à juste titre et pour des motifs que la Cour fait siens que les premiers juges ont rejeté le moyen du libellé obscur de la demande.

En instance d'appel P.) et S.) reprennent, dans ce contexte, leur moyen d'irrecevabilité tiré de ce que la BCEE a regroupé, dans un même exploit, différentes demandes basées sur des causes différentes et de taux de compétence juridique différents, dirigées contre deux défendeurs distincts, sans

que ces demandes ne soient liées entre elles par un lien d'indivisibilité, de connexité ou d'unité de dette.

C'est à bon droit que la BCEE oppose à ce moyen l'article 9 du titre préliminaire du code de procédure civile, qui autorise précisément la réunion dans une même instance, de plusieurs demandes contre une même partie, prévoyant que dans ce cas la compétence et le taux du ressort sont déterminés par la nature et la valeur de chaque demande considérée isolément. La BCEE ayant renoncé à sa demande portant sur le montant de 126.970.- francs, qui était à l'époque de l'assignation de la compétence du juge de paix, les autres demandes formées par elle étaient, vu leur nature et valeur, valablement portées devant le tribunal d'arrondissement.

La demande dirigée contre S.) en condamnation solidaire avec P.) au paiement du solde du prêt contracté par ces deux parties auprès de la BCEE, est encore valablement formée dans l'exploit du 29 juin 1994, ceci en vertu de l'article 10 du titre préliminaire du code de procédure civile autorisant la réunion, dans une même instance, de demandes formées contre plusieurs défendeurs collectivement, en vertu d'un titre commun.

Les appelants concluent en second lieu à l'irrecevabilité de la demande au motif que la demanderesse n'a pas indiqué sa qualité, le nom de ses représentants légaux, ainsi que son numéro d'immatriculation au registre de commerce.

Dans l'exploit d'assignation du 29 juin 1994 la demanderesse est désignée comme étant la "Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, avec siège social à L-2954 Luxembourg, 1, Place de Metz".

Si l'article 61 de notre code de procédure civile prévoit que l'exploit d'ajournement doit contenir, à peine de nullité, "les nom, profession et domicile du demandeur" et vise donc uniquement l'hypothèse de l'assignation donnée à la requête d'une personne physique agissant en son nom et pour elle-même, restant muet quant à l'hypothèse de l'assignation émanant d'une personne morale, il est cependant décidé par analogie que l'exploit dressé à la requête d'une personne morale doit porter les indications nécessaires à son identification et qui consistent en sa dénomination, sa forme juridique, son siège social, ainsi que dans la désignation de l'organe qui la représente.

D'un autre côté, concernant les indications relatives au demandeur, personne physique, devant figurer dans l'exploit, il est admis que la nullité résultant d'une erreur ou omission dans ces indications, est une nullité pour vice de forme de l'acte, tombant sous les prévisions de l'article 173, alinéa 2 du code civil et ne pouvant être prononcée que si l'inobservation de la formalité requise a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts de la partie adverse (cf E.D. Proc. civ. et comm. éd. 1955, v^o Exploit, no 51; Cour 23 janvier 1968, P. 20, 479).

Il faut donc dire que les indications relatives au demandeur, personne morale, non expressément prévues à l'article 61 du code de procédure civile, mais qui y sont interprétées par analogie, doivent suivre le même régime et qu'une omission ou erreur dans ces indications entraîne, elle aussi, une nullité de

forme soumise en principe à l'article 173, alinéa 2 du code de procédure civile (cf Cour 15.7.1992, P. 29,20).

Il y a lieu de relever dans ce contexte que le NPCP français, qui dans l'article 648 prévoit expressément que les actes d'huissier dressés à la requête d'une personne morale doivent indiquer "sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement", dispose dans l'article 649 que "la nullité des actes d'huissier de justice est régie par les dispositions qui gouvernent la nullité des actes de procédure", renvoyant ainsi aux articles 112 à 116 qui figurent en la sous-section intitulée "la nullité des actes pour vice de forme". L'omission d'une de ces mentions n'entraîne donc en France, où elles sont expressément prévues par la loi, une nullité de l'acte qu'en cas de démonstration d'un grief (cf E.D. Procédure civile, v° Actes de procédure, nos 114, 118).

Si donc, en l'espèce, l'exploit du 29 juin 1994 n'indique ni la forme de la BCEE, laquelle est un établissement public autonome, ni l'organe qualifié pour la représenter en justice, c'est à bon droit que l'intimée a opposé au moyen des actuels appelants l'article 173, alinéa 2 du code de procédure civile, P.) et S.) étant en défaut d'établir que l'absence de ces indications leur ait causé préjudice en ce sens qu'ils se seraient mépris sur l'identité de la demanderesse.

Il y a lieu d'ajouter que ni l'indication des noms des représentants légaux, ni par ailleurs celle du numéro d'immatriculation au registre de commerce et des sociétés, ne sont requises pour l'identification du requérant (Cour 30.6.1993, P. 29, 253).

Le jugement entrepris est partant à confirmer en ce qu'il a dit la demande recevable.

Quant au fond

compte courant n° 101.) -7

Le 2 mai 1990 P.) s'est vu accorder sur ce compte un dépassement à concurrence de 1.800.000.- francs pour une durée de 3 mois.

Par lettre recommandée du 24 décembre 1991 la BCEE met P.) en demeure de rembourser ce dépassement en principal, frais et intérêts.

C'est à bon droit que les premiers juges ont répondu à la demande de mise hors cause de S.) concernant ce dépassement en compte courant, que la demande en remboursement du découvert de ce compte est dirigée contre le seul P.) .

P.) , de son côté, a fait plaider que la ligne de crédit n'a pas été dénoncée, mais que la BCEE n'a adressé qu'en date du 24 décembre 1991 une mise en demeure aux fins de remboursement du dépassement, ce à un moment où le dépassement "a été reconduit à terme sans qu'il y ait eu dénonciation de la

banque". P.) en a déduit que la créance invoquée de ce chef n'est pas exigible.

La Cour se rallie à cet égard aux premiers juges pour dire que le dépassement n'ayant été autorisé que pour une période de trois mois, une dénonciation n'était pas requise et que le solde débiteur est devenu exigible dès la mise en demeure adressée à P.). Ce dernier est d'ailleurs en défaut d'établir que le dépassement aurait été reconduit à terme, ni, à fortiori, à un terme postérieur à la mise en demeure du 24 décembre 1991.

Contrairement à ce qu'admet l'appelant, la banque n'avait pas besoin, pour réclamer en justice le remboursement d'un dépassement en compte courant autorisé pendant une période limitée, de demander une résiliation judiciaire de la convention.

C'est enfin à tort, en présence de la limitation dans le temps du dépassement autorisé, que l'appelant reproche à la BCEE d'avoir "dénoncé le crédit de manière brutale et à contretemps".

Crédit ouvert au compte n° 103.) de " SCC1.) s.à r.l.

Les premiers juges ont à juste titre, et par des motifs que la Cour fait siens, rejeté le moyen d'une irrecevabilité de la demande dirigée contre la s.à r.l. " SCC1.)" et celui d'un défaut de qualité de P.) pour répondre du découvert en question.

P.) a, d'autre part, conclu à l'incompétence du tribunal civil, soutenant qu'il s'agit en l'espèce d'une dette commerciale relevant de la compétence du tribunal de commerce.

Les premiers juges ont répondu à ce moyen en disant qu'il n'est pas établi que la demande en remboursement de ce prêt serait un litige commercial, renvoyant par ailleurs à l'article 414, alinéa 2 du code de procédure civile duquel ils ont déduit qu'ils ne peuvent se déclarer incompétents en présence d'un litige commercial.

Il résulte du contrat d'ouverture de crédit du 28 mai 1982, qui est à la base de cette demande de la BCEE, que ce contrat a été conclu entre, d'une part, la BCEE et, d'autre part les quatre parties créditées suivantes: 1) la s.à r.l. SCC1.), représentée par ses trois seuls associés G.) , T.) et P.) , 2) G.) , 3) T.) , 4) P.) , lesquelles parties créditées se sont engagées solidairement. L'ouverture de crédit a été accordée sur un compte de la s.à r.l. SCC1.) .

Il faut admettre que si les trois associés de la société se sont engagés personnellement ensemble avec la société pour une ouverture de crédit dont devait bénéficier la seule société, c'était dans le but d'obtenir pour elle l'ouverture de crédit accordée et leur engagement participe à la nature commerciale de l'engagement de la société.

C'est toutefois à tort que P.) veut déduire de la nature commerciale de son engagement une incompétence du tribunal civil pour connaître de la demande. En effet, aux termes de l'article 17 du code de procédure civile, le tribunal d'arrondissement est juge de droit commun en matière civile et commerciale et connaît de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction en raison de la nature ou du montant de la demande. Il s'en suit que, dès lors qu'un litige ne rentre pas dans cette dernière catégorie d'affaires, ce qui est le cas en l'espèce, le tribunal d'arrondissement est compétent pour en connaître et la chambre civile de ce tribunal ne saurait se déclarer incompétente pour connaître d'une affaire qui est de nature commerciale (Cour 22.6.1976, P.23, 363).

C'est encore à bon droit que les premiers juges ont rejeté le moyen d'irrecevabilité de cette demande au motif que la BCEE n'a pas demandé la résiliation judiciaire du contrat de prêt. En effet, contrairement à ce que semble admettre l'appelant, la résiliation n'a, à l'opposé de la résolution, visée à l'article 1184 du code civil, pas besoin d'être demandée en justice du moment que le contrat a prévu la faculté de résiliation unilatérale de la convention conclue.

En l'espèce l'article 4 du contrat donne à la BCEE le droit de dénoncer le crédit moyennant préavis de quinze jours, donné soit par exploit d'huissier, soit par lettre recommandée à la poste, ce qui a été fait par la banque par lettre recommandée du 6 mai 1986.

Une mise en demeure à adresser au cocontractant avant la dénonciation n'étant exigée ni par la convention des parties, ni par la loi, le moyen tiré de l'absence d'une telle mise en demeure est encore à rejeter.

En présence de l'engagement solidaire pris par P.) en nom personnel envers la banque, ses moyens d'un défaut d'accord entre associés quant au remboursement de la dette et de l'absence d'un engagement pris par lui-même envers la banque sont à rejeter comme non pertinent, respectivement contraire à la réalité.

Prêt consenti à P.) et S.)

Les moyens d'une irrégularité de la dénonciation et d'une absence de demande en résiliation judiciaire du contrat de prêt sont à rejeter pour les motifs des premiers juges et les considérants qui précèdent, le droit de dénonciation du prêt étant en l'espèce stipulé à l'article 3 du contrat et les formalités prévues ayant été respectées par la banque.

Quant aux montants

P.) et S.) déclarent contester les différents montants réclamés, soutenant que la demanderesse ne verse aucun décompte à l'appui de ses demandes.

Il est un fait que la BCEE n'a versé à titre de justificatifs des montants réclamés dans son assignation en justice que des extraits de compte renseignant la situation de chacun des comptes débiteurs à la date du 31 décembre 1993, de même qu'elle ne verse à l'appui de l'augmentation des demandes formulée par conclusions du 21 septembre 1999 que des extraits de compte renseignant la situation des comptes au 20 septembre 1999, seul celui relatif au prêt P.) - S.) renseignant les mouvements à partir d'août 1998.

L'affaire, fixée pour plaidoiries à l'audience de la Cour du 23 septembre 1999, ayant été continuée à l'audience du 28 octobre 1999 pour permettre aux appelants de procéder à l'examen des décomptes de la banque, ces décomptes n'ont pas été communiqués par l'intimée.

Dans ces conditions il y a lieu de nommer un expert aux fins d'examiner les décomptes relatifs à chacune des créances invoquées et de vérifier les montants réclamés.

Par ces motifs :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, le Ministère Public entendu en ses conclusions,

reçoit l'appel en la forme;

rejette les moyens d'irrecevabilité et d'incompétence tels que repris en instance d'appel par les appelants,

avant tout autre progrès en cause,

nomme expert Monsieur Guy Muller, demeurant à L-8020 Strassen, 12, rue de la Paix, avec la mission, dans un rapport écrit et motivé,

de vérifier les décomptes de la BCEE concernant les comptes portant les numéros 101.) -7, 103.) et 104.) -43, et ce à partir des dates des crédits accordés sur ces comptes, soit pour le compte no 101.) -7 à partir du 2.5.1990, pour le compte no 103.) à partir du 28.5.1982 et pour le compte no 104.) -43 à partir du 16.11.1990, les intérêts débiteurs conventionnels étant à calculer jusqu'au 19 septembre 1999 inclus.

ordonne à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat de consigner au plus tard le 21 décembre 1999 la somme de 25.000.- francs à titre de provision à valoir sur la rémunération de l'expert à la Caisse des Consignations ou à un établissement de crédit à convenir avec les autres parties au litige et d'en justifier au greffe de la Cour sous peine de poursuite de l'instance selon les dispositions de l'article 325 du code de procédure civile;

charge Madame le premier conseiller Irène Folscheid du contrôle de la mesure d'instruction;

dit que si les honoraires de l'expert devaient dépasser le montant de la provision versée, il devra en avertir ledit magistrat et ne continuer les opérations qu'après consignation d'une provision supplémentaire;

dit que l'expert devra déposer son rapport au greffe de la Cour le 10 mars 2000 au plus tard;

fixe la continuation des débats au jeudi, 25 mai 2000 à 15.00 heures.

réserve les droits des parties et les frais.